



PARTIJ VAN DE ARBEID

Ébauche

Résolution d'urgence pour la Macédoine

L'Alliance Progressiste note que la situation politique actuelle est la crise la plus profonde que la République de Macédoine ait jamais connue depuis les conflits inter-ethniques de 2001. Elle s'inscrit dans la continuité de la précédente crise politique de 2012, l'échec des « accords de mars » et l'ignorance constante des recommandations de la Commission européenne, de l'OSCE/du BIDDH et d'autres organismes internationaux.

L'Alliance progressiste soutient l'adhésion de la Macédoine à l'Union européenne, ce qui permettrait de consolider la démocratie de ce pays, de renforcer ses institutions et d'améliorer l'État de droit et la protection des droits fondamentaux. Pour cela, le pays doit mettre en place un système politique et économique progressiste, mettant le peuple au centre, promouvant le dialogue et l'ouverture et protégeant les droits de l'homme fondamentaux.

Le récent scandale sur les écoutes téléphoniques et les révélations qui ont suivi ont soulevé de nombreuses allégations sur les actes répréhensibles du gouvernement et son implication dans des activités criminelles telles que la corruption, la fraude électorale, la mainmise sur le pouvoir judiciaire, le meurtre, le camouflage, etc. Depuis le scandale et les révélations, aucune progression n'a été constatée sur l'enquête relative aux actes répréhensibles et sur les poursuites. Cette absence continue d'actions de la part du gouvernement et des autorités judiciaires remet véritablement en question l'engagement envers les principes et les valeurs démocratiques, mettant en péril les perspectives du pays, sa paix et sa stabilité. Tout cela est susceptible de déstabiliser l'ensemble de la région.

La grande affluence au rassemblement démocratique de Skopje du 17 mai montre que les macédoniens ne sont pas satisfaits de la situation dans leur pays et réclament plus de démocratie. Le fait est que ce rassemblement mêlant toutes les communautés ethniques est un signe rassurant sur la maturité de la société macédonienne.

L'Alliance progressiste appelle tous les acteurs politiques à établir un véritable dialogue politique qui pourra restaurer la confiance dans la démocratie et les principales institutions :

- Le gouvernement de transition, soutenu par tous les principaux partis parlementaires, devrait mettre en place des réformes spécifiques, notamment sur l'intégrité du système électoral, la liberté de la presse, l'indépendance du système judiciaire, le contrôle civil des forces de la police et de l'armée, la liberté d'expression et la protection des dénonciateurs.
- Les institutions judiciaires et le bureau du Procureur général doivent pouvoir mener indépendamment leurs enquêtes, imposer les poursuites et les mises en accusation relatives aux allégations d'actes répréhensibles du gouvernement et des représentants des partis au pouvoir.
- Tous les acteurs politiques et toutes les institutions d'état doivent agir pour calmer les tensions sociales et reconnaître la liberté de rassemblement pacifique et/ou de manifestation de tous les partis politiques et de tous les groupes de société civile. De nombreuses personnes ont été arrêtées après les manifestations qui ont débuté le 5 mai 2015. Leurs procédures judiciaires doivent être rapides, correctes et indépendantes de toute couleur politique.



PARTIJ VAN DE ARBEID

- De bonnes relations inter-ethniques doivent être renforcées tout au long de cette crise politique pour une prise de conscience des atouts de l'accord cadre d'Ohrid de 2001 et du processus d'adhésion à l'UE.

L'Alliance progressiste appelle également l'UE et ses états membres à soutenir ces efforts pour les valeurs démocratiques, l'État de droit, la responsabilité et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.